Initiatives parlementaires

ses pour l'économie de ce secteur. Ce que nous disons, c'est que la façon de régler ce problème n'est pas la bonne.

Bon nombre de grèves effectuées dans ce secteur ont dû se solder par un projet de loi spécial, émanant du gouvernement. Tout à l'heure j'apprenais, et j'ai été très surpris, que depuis 1966 jusqu'à nos jours, soit 28 années, il y a eu pas moins de 13 projets de loi spéciaux pour régler les différends dans le port de Vancouver. Alors ça fait une moyenne d'un peu plus d'un projet de loi spécial par deux ans. Il faudrait donc se poser de sérieuses questions. Qu'est-ce qui se passe là-bas? Qu'est-ce qui se passe?

Est-ce que les employeurs abusent de ces employés? Comment se fait-il qu'à 13 reprises, le gouvernement fédéral a dû intervenir pour régler directement un conflit de travail? Monsieur le Président, vous allez peut-être sourire, mais j'ai un de mes amis où ça fait six fois qu'il divorce. Je lui ai dit: Écoute bien, il y a un problème. C'est peut-être toi ou tes femmes, alors tu choisis peut-être mal tes blondes ou c'est toi le problème.

Or, après 13 fois en l'espace de 30 ans, il y a un sérieux problème là aussi. Les relations de travail, mes amis réformistes, il faudrait peut-être s'asseoir et les regarder. Il y a probablement un bobo. Il y a probablement un abcès qu'il faudra crever dans ce fameux port de mer ou dans l'ensemble des ports de mer de l'Ouest, parce que c'est anormal que des relations de travail où ça va bien, qu'on soit toujours à tous les deux ans en grève, en moyenne. Il y a quelque chose sûrement qui cloche.

Je l'ai fait la grève dans le passé, et j'étais fier. Et lorsque l'employé fait une grève, il perd son salaire. Et le but ultime d'un employé, lorsqu'il fait la grève, c'est qu'il y a des injustices de commises.

• (1805)

Si l'employé perd de l'argent, il faut bien que l'employeur en perde lui aussi. Je n'ai pas eu le temps de dire la moitié de ce que j'avais l'intention de dire, mais ce que je vais dire en terminant, c'est que le Bloc québécois va voter, malheureusement, avec le parti ministériel et malheureusement, contre le Parti réformiste, parce que ce projet de loi ne va pas dans le sens de nos politiques.

Les services essentiels, on connaît ça au Québec, on réserve ça pour les hôpitaux, les pompiers, les policiers, mais pas à un port de mer. S'il fallait qu'on accepte que les débardeurs deviennent des services essentiels, indispensables, demain, ce serait les transporteurs de lait en vrac, après-demain, ce serait les employés dans les meuneries, parce qu'on dirait: «Les pauvres vaches, les moutons, les porcs, les poules n'auront rien à manger.»

Monsieur le Président, vous comprendrez que ça n'a pas de bon sens et que les députés du Bloc québécois vont tout simplement voter contre et appuieront le Parti libéral pour défaire le projet de loi privé présenté par mon collègue de Lethbridge.

[Traduction]

M. Jake E. Hoepfner (Lisgar—Marquette, Réf.): Monsieur le Président, je voudrais me pencher aujourd'hui sur ce projet de loi du point de vue des agriculteurs. J'ai été un agriculteur durant toutes les années qui ont été marquées par des problèmes dans le système de manutention du grain.

J'ai commencé à travailler dans ce secteur en 1957 et, pendant environ dix ans, la manutention du grain s'est faite dans des conditions relativement normales. Il n'y a pas eu de grève jusqu'en 1966. Je suis vraiment surpris, lorsque j'entends nos vis-à-vis dire aujourd'hui à quel point il est important d'appuyer les syndicats et la direction. Mon collègue de Lethbridge n'a jamais affirmé que ces grèves étaient entièrement la faute des syndicats. Le côté patronal a probablement eu également sa part de responsabilités. Le problème relié au système de manutention des grains est probablement attribuable à la direction et au syndicat.

Lors de la première grève, en 1966, les agriculteurs n'avaient même pas d'installations destinées au séchage du grain. Je me rappelle fort bien de la situation d'alors. Nous avions des conditions météorologiques suffisamment bonnes pour procéder à la récolte, mais nous n'avons pas osé le faire, car les grains étaient durs et humides. Nous avons dû garder ce blé de première qualité dans les champs jusqu'à ce que la température baisse assez pour que nous puissions l'entreposer. C'est ce à quoi les agriculteurs sont confrontés lorsqu'il y a des conflits de travail dans le système de manutention du grain.

En 1972, les agriculteurs étaient restés pris avec de grandes quantités de grain sur les bras. Nous avons eu de bonnes récoltes. Je me rappelle très bien que, en 1971, j'ai acheté trois boisseaux d'orge pour 1 \$, car le grain ne pouvait être transporté. J'ai acheté du blé de qualité à 70c. le boisseau pour nourrir mon bétail.

Les céréaliers ne savaient pas quoi faire avec leur grain de première qualité. C'est la première fois de ma vie que j'ai entendu parler d'agriculteurs faisant faillite. Cela était attribuable non pas aux agriculteurs, ni à l'efficacité de leurs activités ou à leurs habitudes de travail, mais plutôt à l'incapacité des syndicats et de la direction de s'entendre sur un prix fixe.

En 1971, les manutentionnaires du grain ont obtenu une augmentation de salaire de 66 p. 100, alors que les agriculteurs vendaient leur grain pour un tiers du prix normal. Si c'est ce qu'on appelle traiter les gens avec équité dans notre pays, j'espère ne jamais être victime de discrimination.

• (1810)

Le député de Saskatoon—Dundurn, qui est avocat, a dit qu'il y avait une responsabilité civile dans ce cas. Si deux automobiles circulant près de sa maison avaient un accident et aboutissaient sur sa maison et que cela mettait le feu à sa maison, qui paierait les dommages? Le député les paierait-il? Je ne pense pas. C'est ce que les agriculteurs endurent depuis maintenant trente ans.

Les libéraux n'ont pas à se vanter de quoi que ce soit parce qu'il y a eu autant de grèves sous leur règne que sous celui des conservateurs.

Si nous voulons que notre pays survive, il va falloir que nous traitions nos producteurs primaires avec équité. Sinon, il va arriver quelque chose. Les députés ne devraient pas oublier que le GATT entrera en vigueur en 1995. Le producteur céréalier de l'Ouest pourra utiliser le système de transport des États-Unis pour acheminer son produit.

Comme le ministre des Transports l'a souligné dans le discours qu'il a prononcé à Winnipeg en octobre, le système de transport des États-Unis est 66 p. 100 plus efficace que celui du